

N° 788 — 4 F

DU 15 JUIN AU 21 JUIN 1978

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste



LA REVOLTE DES O.S.

VACANCES PAS CON

Politique-Hebdo ayant cessé de paraître, ainsi que je vous le rappelais la semaine dernière, pour cause d'inventaire socialo-communiste et pour préparer Maintenant, je me suis installé à Tribune Socialiste pour distiller mes idées de vacances pas (trop) con. Ou plus exactement pour faire le tri dans la montagne d'informations que les lecteurs de P.H., et je l'espère maintenant ceux de T.S. me font parvenir pour s'aider les uns les autres à trouver des vacances différentes, des vacances au cours desquelles il est possible de se rencontrer et de rencontrer les habitants des régions où l'on s'installe pour quelques jours ou quelques semaines. De la marche au tissage en passant par la poterie, le vélo ou l'expression corporelle, il y en a pour tous les goûts. Toutes les offres et les demandes sont toujours les bienvenues : vous écrivez 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris-10^e.

Claude BORIS ■

● **LARZAC A PIED.** — Un guide de haute montagne propose des randonnées pédestres de 10 jours sur le plateau du Larzac. La première cordée s'ébranle le 2 juillet et la dernière le 2 septembre. Les groupes sont limités à 15 personnes. On marche six heures par jour et on loge dans des fermes, des auberges du Causse, ou bien dans la paille. La cuisine, même celle de midi que l'on transporte dans les sacs à dos, est garantie « d'inspiration locale ». Et comme la région se trouve en moyenne à 700 mètres d'altitude, il ne fait pas trop chaud. La promenade coûte 840 F tout compris et ceux qui se dégonfleront en route ne seront pas remboursés. (Alain Nicollet, Viols le Fort, 34380 St Martin de Londres, tél. 55-03-67 et à partir du 1^{er} juillet C/O Christiane Pinet, La Couvertorade, 12230 La Cavalerie).

● **PARIS-MOSCOU EN VELO.** — Quelques hurluberlus qui semblent n'avoir rien compris au centralisme démocratique et touristique assurent qu'ils organisent un raid Paris-Moscou en vélo de la mi-juin au début du mois d'août et que cette promenade est placée sous la protection du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. S'adresser à « Sauvons la Nature », 7 rue Boucicaud, 75015 Paris. Ces gens ont l'air aussi naïfs qu'aventureux, mais ils n'ont pas l'air dangereux. Le premier des lecteurs de TS qui arrive à Moscou en vélo et qui nous le raconte a gagné un abonnement d'un an.

● **AUBERGES FRANÇAISES.** — Il y a maintenant 200 auberges de la jeunesse en France. Elles figurent toutes dans un guide orné d'une carte de France où l'on retrouve tous les sentiers de grande randonnée. On peut se procurer ce superbe objet, à l'œil, en écrivant à la F.U.A.J., 6 rue Mesnil, 75116 Paris, tél. 261-84-03.

● **POTERIE.** — Stage de six jours pour 360 F avec camping gratuit en Haute-Loire (il y a souvent du vent mais c'est un pays magnifique et sauvage). Les stages ont lieu de juin à octobre et comportent au maximum 5 personnes. (Mme Dominique Saint-Léger, Bonnefond, 43500 Saint Victor).

● **AU VILLAGE DES GUIONS.** — Vacances au village dans un milieu ouvert au débat et à la vie décontractée. C'est un hameau aménagé, du côté de Guillestre et donc du Parc des Ecrins (c'est là que depuis 1970, on y fait des stages PSU).

Il y a des règles de vie collective, des stages de photos, macramé... le tout vous est expliqué dans un dépliant que vous pouvez demander à A.D.C. Maison des Sociétés 69500 Bron.

● **NUCLEAIRE.** Pour fourbir ses arguments avant de parcourir la France : une réunion sur le nucléaire, pendant quatre heures à partir de 20 heures, le mardi 20 juin à la

Mutualité. C'est organisé par les comités antinucléaires de la région parisienne qui tiennent absolument à nous gâcher nos vacances.

● **DEVELOPPEMENT PERSONNEL.** Des Suisses que je ne connais pas organisent en France des « rencontres marathon ». L'une du 23 au 29 juillet et l'autre du 1^{er} au 6 août. Il s'agit d'un « travail de groupe qui favorise le développement personnel et permet confrontation et échange entre les participants, en vue d'atteindre un plus grand épanouissement ». J'ai pas très bien compris combien cela coûte mais cela n'a pas l'air très cher et c'est proportionnel aux revenus des volontaires à la dynamique de groupe. Cela se passera dans les Cévennes et (bien entendu) dans une bergerie. 5 Perfor, 7 bld Carl Vogt, 1205 Genève, tél. 29-13-43 de 18 heures à 18 h 30).

● **JEUNESSE EN ANGLETERRE.** Un festival international de la jeunesse en Angleterre, dans le Kent (très chic pour raconter au retour) accueillera une soixantaine d'Anglais, de Français et de Hollandais du 14 au 30 juillet. On vit sous la tente et au cours de la première semaine on élabore un spectacle de mimes, de chants et de danses ; la deuxième semaine on va dans les villages du coin pour donner quelques représentations et on fait du sport. Cela coûte en tout 1670 F et c'est organisé par le service Rencontre et Voyage des Unions Chrétiennes (5, place de Vénétié, 75013 Paris, tél. 583-24-97). C'est réservé aux jeunes de 16 à 21 ans.

● **CHANTIER.** L'association « La Cécilia » (qui m'a l'air un peu P.S.U. sur les bords) organise un chantier dans la région ardéchoise du 6 au 26 août. L'association a entrepris de marier le tourisme autogéré avec l'écologie en installant une auberge d'accueil dans une ancienne bergerie. Il y a du travail pour ceux qui le veulent cet été et les randonneurs sont les bienvenus : ils seront hébergés et nourris en échange d'un coup de main. Pour en savoir plus sur cette association qui a vu le jour dans la région d'Evreux et qui veut lutter sur tous les terrains du cadre de vie : Ferme de Malhortie, 27930 La Chapelle du Bois des Faulx, tél. 34-75-73.

● **STAGES CLOWN.** Deux stages pour apprendre à faire le clown se dérouleront dans le Nord de la France du 24 au 30 juillet et du 21 au 27 août. L'année dernière le stage a eu lieu avec moitié de lecteurs de P.H. et je n'ai reçu aucune lettre d'engueulade ; donc cela a bien dû se passer. « Pour nous, expliquent les organisateurs des stages, être clown c'est aussi la découverte de ce qui peut nous faire intensément plaisir. Cela

peut être la réalisation d'un rêve ou d'un jeu d'enfants, d'un certain besoin de « folie », peut-être, sans frimer. Cela peut être s'étaler dans ses grimaces ou se retrouver gosses dans ses rires, ses peurs, ses pleurs, être simple. Etre clown c'est être là, entièrement là avec ses contradictions ». Chaque stage réunit 20 personnes et quatre animateurs. (Le Fil à Plomb, 18 rue Claude Lorrain, 59000 Lille). Le prix : 450 francs avec possibilité de camper et de faire la bouffe sur place car il y a du matériel.

● **VACANCES EN ESPACE DU POSSIBLE.** Un lecteur de P.H., Philippe Gémonet, nous écrit pour nous expliquer qu'il a passé l'année dernière quinze jours formidables à « l'Espace du Possible ». Un « lieu » (10 hectares) où chacun peut inventer une forme de vacances en contact avec les autres. Une sorte de « communauté » de vacances qui réunit au maximum 200 personnes dans un village de la Charente Maritime, à Meschers exactement. On campe à 300 mètres de la mer, on fait du sport, on va aux ateliers de tissage, de poterie, de bois ou de couture. Il y a un labo-photo, un magnétoscope et une sono et pleins de lieux pour les enfants. Cet Espace du Possible ouvre ses portes le 24 juin et les referme le 3 septembre, et il paraît que pour bien en profiter il faut venir au moins une semaine. Le prix de séjour va de 90 à 150 francs selon la période, et les repas — qui peuvent être pris en charge collectivement — sont à compter en plus. (Espace du Possible, 17 rue Chanoinesse, 75004 Paris. Ou bien, par exemple, vous téléphonez à Philippe Gémonet, 990 57-58).

● **TISSAGE.** Des stages à foison en juin juillet, août et septembre dans la région de Gérardmer. (Corinne Gérard, Le Hautré-Liézy, 88400 Gérardmer).

● **CHEVAL.** Séjours d'initiation à la randonnée équestre dans le Parc Naturel des Volcans d'Auvergne, dans le Cantal. Cela coûte environ 750 francs par personne avec le cheval. (Centre d'information du Parc Naturel des Volcans, 28 rue Saint-Esprit, 63000 Clermont-Ferrand, tél. 92-42-42, poste 46-27). A mon avis, et si ma mémoire est bonne il y a plein d'autres choses à faire dans ce parc naturel. Et en particulier se demander avec les gens de la région : « un parc naturel, ça sert à quoi ? ».

● **CERCHE STAGE AGRICOLE.** Hubert Debournoux (2 rue de Beauvoir, Saint-Cyr-sur-Loire, 37100 Tours) souhaite travailler cet été dans une exploitation agricole dans une région qui le changera de sa Touraine natale. Pour éviter tout malentendu il explique qu'il tient le coup au boulot et qu'il n'aime ni les cons ni les écolos de salon.

calendrier politique

● **Jeudi 15 juin (Saint-Brieuc) :** le COBA de Saint-Brieuc organise 5 heures sur l'Argentine au foyer Paul Bert, à partir de 18 h. Il y aura des films, une exposition et une vente de documents. Participation en soirée, à partir de 21 h, du chanteur argentin Higinio Mena.

● **Vendredi 16 juin (Rennes) :** le CRIFAS (Centre rennais d'information et de formation pour l'autogestion socialiste) organise un débat le 16 juin à 21 heures, au centre social de Villejean (plate-forme Kennedy), sur « Emploi et économie en Bretagne ». Participera à ce débat J.B. Henry, du groupe de recherches bretonnes. L'objectif du CRIFAS est de constituer un lieu de rencontre et de débats pour tous ceux qui s'interrogent, veulent s'informer et faire partager des idées et des pratiques autogestionnaires. Des groupes de travail se mettront en place. Tout ceci vous sera précisé le samedi 24 juin de 14 h à 18 h

dans un lieu qui sera communiqué ultérieurement.

● **Vendredi 16 juin (Lyon 1^{er}) :** le Front autogestionnaire (PSU, MAN, militants écologistes de la région Rhône) organise un débat avec J. Sanchez, journaliste et A. Kum an'Dumbe, Camerounais et professeur à Lyon II, autour du thème « La politique française en Afrique ». A 20 h 30 au local du PSU, 6, rue Pizay.

● **Samedi 17 juin (Lorraine) :** le CLISACT Lorraine (Comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail) organise plusieurs projections du film Harlan County USA. Une grève de 13 mois dans une mine américaine. Après chaque séance, débat animé par le CLISACT qui mène actuellement une enquête sur la silicose et les conditions de travail dans les mines de charbon du bassin de Lorraine. Le 17 juin à 15 h à Creutzwald au Foyer du centre et à 20 h 30 à Merlebach au centre d'animation culturel ; et

le dimanche 18 juin à 15 h à Créhange, salle Mouzaia.

● **Samedi 17 et dimanche 18 juin (Vitrolles) :** le Front autogestionnaire provençal organise une fête de l'autogestion au centre de Fontblanche. Nombreux spectacles, stands, forums-débats sur les thèmes emploi, chômage, occitanie, écologie, femmes, école.

● **Mercredi 21 juin (Paris 8^e) :** le MAN (Mouvement pour une alternative non violente) organise une soirée-débat sur le thème « Aspects de la non violence et lutte du Larzac ». A 20 heures précises au 222 rue du Faubourg Saint-Honoré, M^o Ternes.

● **Jeudi 22 juin (Tours) :** procès de trois objecteurs de conscience à 16 heures au palais de justice. Allez les soutenir.

● **Vendredi 23 juin (Rennes) :** gala de soutien aux objecteurs de conscience. A 18 h : forums (objection, militarisation, lutte des appelés, répression des anti-

militaristes). A 20 h 30 : information-chansons avec Vincent Roussel du MAN et Anne Vanderlove. Tout cela au cinéma le Studio (près de l'église Sainte-Thérèse).

● **Dimanche 25 juin (Poitiers) :** Fête de l'écologie et de l'autogestion de 12 h à 24 h au Bois de Saint-Pierre (route de Gençay). Des films, de la musique, un bal populaire, un bal folk, un coin enfants, des stands, des débats avec les Lip, des gens du Larzac... Tout cela est organisé par la Convergence écologie, autogestion, pouvoir populaire. L'entrée est gratuite.

● **Dimanche 25 juin (Oullins) :** fête du Front autogestionnaire. Là aussi il y aura des débats et des stands, Amérique latine, santé, écologie. Pour la musique et la danse : les Chinchas, Olivier Lataste, une fanfare, des danses folkloriques. Et bien sûr de la bouffe et à boire. Pour tout ça, on vous demandera 10 F et ça commencera à 14 h sur le terrain du golf à Oullins. ■

humeur

On peut causer, chef? Merci, chef!

Aucun doute, le P.S.U., c'est le pied : dimanche, renouvelant un exploit réussi dans la journée de samedi, je suis allé pisser sans demander la permission à Mousel et à Leduc. Comme j'étais avec un copain socialiste, j'ai arrosé le bas d'une cabine téléphonique car lui, il fait toujours ça après avoir passé un coup de fil à son Comité directeur. Et comme ils ne se réunissent pas souvent, après, il n'a plus le temps de s'éloigner.

On vit vraiment une époque formidable. Pendant que je causais du nucléaire à la fête sans en référer aux plus hautes instances, des gens du P.S. boudaient dans leurs chambrettes. Ces gens que des gazettes nous présentent parfois comme nos futurs ministres, nos futurs responsables, ne sont même pas capables de sortir sans leur papa. Dire qu'on a manqué cela de 400 000 voix : P.C. et P.S., c'est à qui sera le plus sage, le plus respectueux, minoritaires ou non.

Contestataires ? Oh, eh, attention, soyez polis, faut pas confondre, ils causent un peu fort mais ils mettent les pieds dans le plat gentiment, ce ne sont pas des malpropres. Pas question d'éclabousser la table du parti : ils ne se sont pas retenus de parler pendant (au choix) un mois, un an, cinq ans, dix ans, vingt ans, quarante ans pour dire n'importe quoi.

Un coup de sifflet ou un coup de fouet qui claque (c'est selon le dressage) et hop, tout le monde à la niche. Histoire de voir si, finalement, il y a pas un gros susucre qui attend.

Dame, c'est bien joli de faire vendre la presse bourgeoise avec ses défoulements, bien joli de meubler en attendant les prochaines élections mais faudrait quand même pas, par mégarde, renverser la gamelle de soupe

qui est au chaud depuis si longtemps. Et puis quand on s'éloigne de trop, on risque de retrouver un gougnaffier en train de lapper goulûment la galetouse abandonnée.

Pour les détails de personnalités ou de partis, à vous de mettre les noms et de prendre des paris sur la vitesse avec laquelle tous ces socialo-communistes font demi-tour vers leurs écuelles. Comme je ne pratique pas la science des synonymes, je ne savais pas que « je garde ma part de fromage » pouvait se traduire par « ma présence n'est en fin de compte et politiquement pas très opportune ». Va falloir que je suive des cours.

Cela dit, par une dernière politesse, on a fait semblant de s'affliger de l'absence de tous ces zozos dociles, ces gens qui ne se révoltent contre une « ligne » que pour en inventer une autre. Comme s'ils ne pouvaient pas faire comme au P.S.U. : chacun la sienne et ça n'empêche pas de marcher dans la même direction. Evidemment, la soupe est moins grasse, bien moins grasse.

Mais au soleil, quand on est 80 000 ou 100 000, cela ne se sent pas et, même, je crois que cela aide à maintenir la forme. Je n'ose pas dire, la ligne, évidemment.

Reste que pour tous ces gens, les obéissants comme les prudents, on vient de s'apercevoir qu'il était plus compromettant de venir à un métinge du P.S.U. qu'à une réunion de la Ligue communiste. Laquelle aura le privilège d'avoir pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, fait déjeuner ensemble et en plein air un communiste et un trotskiste sans qu'ils se mettent des coups de pieds sous la table. Et encore bravo.

Je retourne pisser, chef.

C.M. VADROT ■



Je profite de mon réabonnement (comme vous invitez d'ailleurs vos lecteurs à le faire), pour vous faire part de mon regret sur la quasi absence dans vos colonnes de positions sur un problème, déjà grave en lui-même, mais grave aussi dans ses conséquences, si on ne l'analyse pas davantage : je veux parler du viol.

Je voudrais souligner tout d'abord un point que je ne devrais pas avoir à souligner : je suis une femme ; les femmes ne devraient pas être les seules à pouvoir s'exprimer sur le viol — mais il est vrai, et regrettable, que la tactique habituelle de certaines féministes consiste à récuser toute critique sur leurs positions, si elle vient d'un homme, comme étant bien significative d'un « propos de mec ». Je tiens donc à arguer de mon sexe, non parce que je trouve en lui un argument d'autorité, mais parce que je pense ainsi échapper au refus de dialogue auquel sont trop souvent confrontés les hommes, et aussi, parce que j'estime que les femmes, en tant que femmes, n'ont pas à se taire sur un tel problème, et ne doivent pas laisser parler en leur nom quelques groupes qui développent des analyses et expriment des positions qui ne sont sans doute pas représentatives de toutes les femmes. Il est indispensable que les femmes qui sont en désaccord avec certaines analyses s'expriment et fassent connaître leurs propres analyses.

Déjà des femmes réagissent, et de plus en plus, contre la logique dans laquelle le mouvement féministe s'est trouvé engagé ces deux dernières années. Cette nouvelle sensibilité s'est exprimée récemment avec beaucoup de vigueur et d'humour dans un texte de Laurence Bardin (*Le Monde*, 12 mai 1978, « Pour un féminisme doux »). Au fait, pourquoi T.S. n'ouvrirait-il pas sa « tribune libre » aux Amies de la Terre ?

Tribune Socialiste est d'une extrême discrétion sur le problème du viol. Discrétion d'autant plus regrettable que c'est un des problèmes les plus brûlants actuellement, et sur lequel les positions se démasquent le plus clairement.

1) Les condamnations contre le viol, les plus violentes parfois, peuvent très bien émaner d'une attitude tout à fait misogyne : on voit s'établir alors une subtile distinction entre deux sortes de femmes violées : celles que l'on défend, celles que l'on condamne. Il y a les filles (ou épouses) que le père (ou mari) veut protéger des violeurs et dont le viol est surtout un scandale pour l'honneur

masculin... à travers le corps de la femme ; d'autre part, il y a des « écervelées », « provocatrices », « allumeuses », qui font du stop, voire même du camping (!) et « qui ont bien cherché » ce qui leur arrive... De ces « défenseurs » les femmes ont peu à attendre.

2) Lutter contre le viol peut amener à développer des positions qui, si elles concernaient d'autres formes de criminalité, apparaîtraient clairement comme des positions réactionnaires :

a) croyance à la valeur exemplaire de la peine,

b) mise en cause du principe selon lequel l'accusé est présumé innocent tant que preuve n'est pas faite de sa culpabilité. Avec certaines des revendications féministes sur le viol, on est en train de faire fi du droit élémentaire à la défense : si la dénonciation de la fille doit être acceptée a priori, si on dénonce tout doute émis sur les faits incriminés, ou tout examen médical de la fille violée, comme bien significatifs de l'attitude misogyne des juges, les droits de la défense sont totalement oblitérés.

Ce type de lutte contre le viol et les conséquences qu'il implique sur la pratique de la justice en général, je les récuse aussi, et je pense n'être pas la seule à les récuser.

3) Une autre position sur le viol est possible. Elle n'apparaît pour l'instant que çà et là dans quelques articles, mais je souhaite qu'elle fasse l'objet d'analyses approfondies ou de débats, qui pourraient être publiés dans **Tribune Socialiste**...

J'estime que nous ne sommes pas réduits à choisir entre la misogynie et la vengeance contre les violeurs. Il y a en effet des femmes qui refusent le « racisme anti-mecs », tout en revendiquant le droit à disposer de leur corps, le droit à ne pas être agressées dans la rue, à pouvoir, en cas de viol, porter plainte sans essuyer de plaisanteries douteuses, à pouvoir demander que l'examen gynécologique, s'il est nécessaire, soit fait par une femme (ce qui est une simple mesure pratique, d'ordre psychologique, et qui n'a rien à voir avec le principe juridique que voudraient introduire certains de juge femme pour les femmes). Ces femmes veulent aussi que dans les jugements les comportements soi-disant provocateurs ne soient pas retenus systématiquement comme circonstance atténuante pour le violeur : comme si la « provocation » pouvait se mesurer objectivement, comme s'il fallait accepter cette normalisation du comportement féminin.

Cette troisième position sur le viol est le

fait des femmes qui sont conscientes de la gravité du problème du viol, qui refusent que les rapports hommes-femmes soient fondés sur l'agressivité et la dominance masculine, mais qui ne veulent pas mettre à la place des rapports fondés sur un ressentiment féminin.

Si le problème est brûlant, c'est que concrètement, dans les semaines ou les mois qui viennent, des propositions de loi sur le viol (dont une du P.S.) vont être discutées au Parlement. Elles aboutiront si elles passent, d'une part à un renforcement des peines — ce qui dans la jurisprudence accentuera la tendance globale au renforcement des peines pour tous les crimes ou délits —, d'autre part à une définition tellement large du crime de viol (cf. proposition du P.S. : « relation sexuelle obtenue contre la volonté d'une femme ou d'un homme, soit que le défaut de consentement résulte de violences physiques, soit qu'il résulte de tout autre moyen de contrainte ou de surprise ») que la possibilité de vérification devient très problématique...

— Il est vrai que ce texte du projet du P.S. précise « contre la volonté d'une femme ou d'un homme » : mais un tel texte qui laisse ouverte la possibilité d'accuser n'importe qui ne résulte-t-il pas du combat de féministes qui ont voulu faire des tribunaux des instruments de vengeance et non des lieux de parole où il s'agit (bien imparfaitement, certes) de déterminer la culpabilité ou l'innocence d'un accusé.

— Cette définition extensive de la notion de viol représente une véritable menace pour les éducateurs, les travailleurs sociaux qu'il sera toujours facile d'accuser d'un quelconque « moyen de contrainte ou de surprise » dès qu'ils deviendront gênants.

La boucle sera-t-elle ainsi tristement fermée ? Parti d'une lutte contre les carcans imposés aux femmes et que les affaires de viol révélaient avec acuité, le mouvement de ces deux dernières années semble vouloir aboutir (comme on l'a vu dans le texte du Programme commun des femmes) à un ressentiment institutionnalisé et à un resserrement du contrôle et de la normalisation, imposés aux femmes comme aux hommes, à un nouveau type d'agressivité (sans que l'ancien ait disparu !) fondé sur le rejet de toute parole d'homme — voire de tout plaisir offert par l'homme —, d'où l'idée d'une éventuelle interruption momentanée de la cohabitation masculine et féminine.

Anne-Marie DROUIN, Mennecy ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. - Mme Mlle
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, Impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

- **Vacances pas con**
par Cl. Boris p. 2
- **Editorial**
Les effets du ras le bol
par Y. Sparfel p. 5
- **Où va la France ?**
Pour un vrai débat
par M. Mousel p. 6



- Rapport Nora :
la société qu'ils vous préparent
par F. Dalbert p. 7
- Les communistes français et
le « modèle » de l'U.R.S.S.
par Y. Craipeau p. 8
- **Social**
Renault : la révolte des O.S.
par D. Juge p. 10-11



- SPLI : 1 500 emplois liquidés en 24 h
par Y. Sparfel p. 12
- **Et pourtant elle tourne**
Brême : le socialisme
en Méditerranée
par G. Reboul p. 13
- **La parole à**
Claude Guérin et Roland Pithon
Les droits des salariés agricoles
propos recueillis
par D. Terrien p. 14-15
- **Fête du P.S.U.**
F... comme Fête p. 16



Les effets du ras le bol

Par Yves SPARFEL



Malgré l'échec des élections, le découragement qui a pu saisir les travailleurs ne s'est pas mué en repli attentiste d'une hypothétique ouverture sociale et d'une rentrée sociale « chaude ». Depuis la mi-mai de très nombreux conflits se déclenchent. Contre les liquidations d'entreprises ou de secteurs industriels, la résistance s'élargit aux populations des régions concernées (dans les Vosges, au Puy ou dans la région marseillaise). Contre l'accélération des cadences et pour une meilleure classification, des OS de Renault mènent une lutte difficile. De plus, un grand nombre de conflits pour des augmentations de salaires égales pour tous (Bel, Lainières de Roubaix, Calberson, Paluel, Creys-Malville, etc.) se développent.

Sans parler de flambée des luttes, on doit constater que le mouvement ouvrier reprend l'offensive. Les aspirations fort diverses exprimées par ces grèves démontrent d'abord que les effets de la politique Barre entraînent une exacerbation des tensions, un ras le bol chez ceux qui subissent le plus cette politique : ceux qui ont des bas salaires et les chômeurs.

Elles démontrent en second lieu que « l'ouverture sociale » évoquée aussi bien par Giscard d'Estaing, Barre ou certains patrons n'était qu'une tentative d'encadrer les luttes sociales dans les astuces d'un calendrier de négociations. Pour avoir sous-estimé les capacités de riposte ouvrière et surestimé les possibilités entr'ouvertes par des négociations, les stratégies syndicales sont relativement mises en porte-à-faux par les mouvements actuels. Une généralisation hâtive à quelques jours des vacances a peu de chances de réussite. D'autre part la lutte, atelier par atelier ou entreprise par entreprise (surtout dans le cas des licenciements) se heurte assez vite au refus de négocier du patronat et aux interventions policières. Contre une propagande qui présente les grèves comme minoritaires, contre la répression, les organisations syndicales n'offrent pas, qui plus est, une unité irréprochable.

Les possibilités d'extension et d'unification des luttes deviennent donc difficiles. On a plusieurs fois mis en avant quelques objectifs communs : la réduction du temps de travail à 35 heures, le S.M.I.C. à 2 400 F, le refus des licenciements et la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail. Mais des plate-formes revendicatives de ce type ne sont guère opérationnelles, en dehors d'un puissant mouvement social et d'un rapport de force important qui n'existent pas pour l'instant.

Le rapport de force ne peut être construit au sommet par le biais d'une négociation contractuelle dans lesquelles les organisations syndicales ne se verraient offrir que les choix patronaux et gouvernementaux. Pour réussir la restructuration capitaliste, Barre veut bloquer toutes les hausses salariales et accélère les liquidations des secteurs et entreprises non rentables. Pour reconstituer leurs profits et impulser les nouvelles formes de division du travail (sous-traitance, auxiliaire, suppression des statuts stables, déqualification), les patrons ne veulent pas céder sur les revendications non hiérarchisées et sur la remise en cause des cadences. La grève des O.S. de Flins et Cléon en fournit une preuve patente.

Des négociations programmées sans action conduiraient à un compromis gestionnaire de la crise dont l'alternative serait : accepter l'austérité pour quelques emplois de plus et quelques aménagements des conditions de travail.

Au contraire, les rapports de force restent à construire à la base dans l'action quotidienne. Des objectifs unifiants ne constituent pas l'enjeu essentiel des luttes actuelles. Les formes de lutte, les capacités à mettre et à maintenir le maximum de travailleurs en action deviennent par contre les aspects les plus importants. Comment y parvenir ?

Il faut privilégier tous les moyens permettant d'associer localement et régionalement le maximum de gens à un conflit. Il faut savoir développer les liens entre les travailleurs en lutte dans leurs entreprises et tous ceux qui agissent hors de la production. Les conditions de travail, d'emploi et de salaire des uns rejoignent les conditions de logement, de consommation ou les mauvais services dont souffrent les autres. Cela s'accomode mal d'une stratégie syndicale uniquement centrée sur elle-même, comme des cartels où chacun tente de récupérer les efforts de tous au profit d'un appareil ou de notables. En soutenant toutes les luttes actuelles en proposant localement à toutes les forces du mouvement ouvrier de les populariser, de les coordonner, le P.S.U. entend éviter ces deux risques. Le regroupement unitaire des chômeurs, la réduction du temps de travail et des cadences et la bataille contre la hausse des prix et la stagnation des salaires seront les axes de notre intervention. ■

Pour un vrai débat

Nous reproduisons ci-après quelques extraits de l'une des interventions de Michel Mousel, secrétaire national du P.S.U., lors d'un débat à la fête du P.S.U.

Il nous avait semblé important de débattre, au cours de ces deux journées, de l'unité : parce qu'il est urgent de tirer les leçons de la défaite de mars ; parce qu'il vaut mieux ne pas laisser s'installer les aigreurs et les rancœurs dont l'accumulation ne peut que retarder le moment où l'on sortira du bourbier dans lequel la gauche s'est enfoncée.

Il y avait deux manières d'en débattre. La première, autour d'une réflexion politique sur l'unité. La seconde, autour des problèmes immédiats, de la politique gouvernementale et de ses conséquences, de la situation sociale. Nous avons prévu ces deux types de débats, le premier avec des personnes représentant, au P.C. et au P.S., des manières de penser différentes ; le second, qui impliquait beaucoup plus l'action maintenant avec des représentants et quelques « officiels » des deux partis, ce qui permettait de surcroît d'éviter toute difficulté d'ordre « diplomatique ». Les directions du P.C. et du P.S. nous ont fait savoir qu'elles ne participeraient à aucun débat, parce que, disaient-elles, nous nous serions immiscés dans leurs affaires internes.

CERTES il s'agit là de prétextes. C'est bien le fond qui est refusé, c'est-à-dire de débattre de l'unité. Mais les prétextes eux-mêmes valent qu'on les examine un instant.

• *Premièrement*, qui peut prétendre que le débat qui s'est ouvert après les élections dans les partis de gauche est leur affaire, en quelque sorte leur propriété exclusive ? Quand la question est rien moins que de savoir comment on a adopté des stratégies qui n'ont pas permis une victoire que tout indiquait cependant possible, il ne s'agit plus de querelles intestines. Nous sommes tous concernés. Vous, nous, les millions de travailleurs qu'on a renvoyés devant leurs problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat, devant les méfaits de la société capitaliste. Que cela plaise ou non aux appareils,

c'est à tout le monde de s'emparer de ce débat. Chacun est concerné à la fois pour critiquer et être critiqué, et nous-mêmes si nous ne nous privons pas de critiquer, nous pensons aussi devoir être soumis à la critique. Devant l'énormité des responsabilités qui ont été encourues devant l'histoire, et des problèmes qui nous attendent, les réflexes d'auto-protection des appareils pèsent peu — pire encore, c'est le meilleur moyen de recommencer les erreurs.

• *Deuxièmement*, cette crispation des partis, cette volonté de reprise en main manifestée par leurs directions, elle est directement liée à la question de l'unité telle que nous la posons. Parce que les rapports dits unitaires n'ont cessé d'être vécus depuis 1972 qu'en termes de rapports de forteresse à forteresse, et, chaque forteresse se croyant assiégée par l'autre, il fallait faire régner à l'intérieur des règles d'état de siège. Cela n'a rien à voir avec l'unité. L'unité, la vraie, celle qui permet à chacun de réfléchir, de débattre, d'agir avec ses camarades d'autres partis ou syndicats, dans son entreprise ou son quartier, elle n'a jamais existé. Son existence suppose que les organisations acceptent de se frotter réellement, à travers leurs militants, à la discussion. Cela suppose donc qu'elles ne craignent pas le débat.

Craindre le débat, c'est le plus criant des aveux de faiblesse. C'est la faiblesse de la gauche. C'est ce qui l'a entraînée sur la pente de la défaite, chacun accroché à des lambeaux de programme commun dont, précisément, jamais il n'avait été vraiment débattu. C'est pourquoi nous ne pensons pas qu'il y aurait dans les organisations, d'une part, des problèmes internes — de démocratie interne, — et, d'autre part, des problèmes externes — de tactique ou de stratégie. C'est la même question, celle finalement de la nature de la « politique » pour des organisations qui se disent

M. Mousel (à droite sur notre photo) : « Craindre le débat : le plus criant des aveux de faiblesse. »

démocratiques et en appellent volontiers au peuple.

CE qui s'est passé pour les débats de cette fête doit donc aussi nous servir de leçon. Nous avons le devoir de ne pas laisser les problèmes de la gauche s'enliser dans les procédures de préparation de congrès ou de désignation de candidats aux élections présidentielles. Nous avons le devoir d'interpeller sans relâche les organisations et les militants sur les voies et moyens du socialisme.

Et, en l'occurrence nous pouvons demander au Parti communiste si son retrait de la fête du P.S.U., lui paraît bien être le meilleur moyen de démontrer que le P.C.F. ne porte aucune responsabilité dans l'échec de la gauche, et que notamment, les comportements sectaires appartiennent à un passé révolu, ou aux autres.

Et demander à François Mitterrand s'il est bien certain qu'en refusant non seulement la discussion avec le P.S.U. — ce qu'il fait depuis deux ans — mais ici, avec tous les militants qui sont présents dont un certain nombre sont des militants du P.S., s'il est bien certain qu'il donne du P.S. l'image à laquelle il tient. Et lequel des deux lui paraît le plus dans l'esprit de l'autogestion, de celui qui cherche à faire s'exprimer librement la pluralité des courants et des idées et de celui qui s'y refuse.

Nous avons enfin le devoir de ne pas laisser notre sort dépendre des humeurs des vieux partis de l'échec. Nous tous qui croyons à une autre unité, à une autre politique, à un autre socialisme, nous devons nous donner les moyens de ne pas laisser aux autres le monopole de l'expression en notre nom. Nous devons parler nous-mêmes, et cela montre bien qu'il nous faut changer la gauche en imposant l'existence d'une large force autogestionnaire.

Michel MOUSEL ■



Rapport Nora : La société qu'ils nous préparent

Pourquoi pas un peu "d'expérimentation sociale" ? Cette idée-là, la classe au pouvoir s'apprête aussi à la récupérer.

Un rapport sur « l'informatisation de la société », un nouveau produit de la pensée technocratique : quelle importance ? On en a connu beaucoup, ces dernières années, de ces rapports « lucides », « libéraux », « objectifs »... On sait aussi ce qu'il en est advenu. Entre les promesses pourtant modestes du Rapport Sudreau (sur la réforme de l'entreprise), ou du rapport Guichard (sur les collectivités locales) et la dure réalité, il n'y a pas grand... rapport.

Gardons-nous donc de prendre au pied de la lettre ce nouveau rapport Nora-Minc sur l'« informatisation de la société ». L'important n'est pas qu'il propose une politique nationale de l'informatique à un gouvernement qui a bradé l'industrie dans ce secteur. Ça n'est pas non plus qu'il propose de « socialiser l'information », alors que le gouvernement continue de truquer les informations économiques sur le chômage ou sur l'indice des prix et d'accumuler dans toutes les administrations des fichiers dont le croisement, demain, réduira à bien peu de chose cette « vie privée » dont les « libéraux » de tout poil se prétendent les farouches défenseurs.

L'important dans l'affaire, ce sont les réflexions, mais aussi les interrogations, auxquelles se livrent nos auteurs sur l'évolution globale de notre société au cours de la génération à venir.

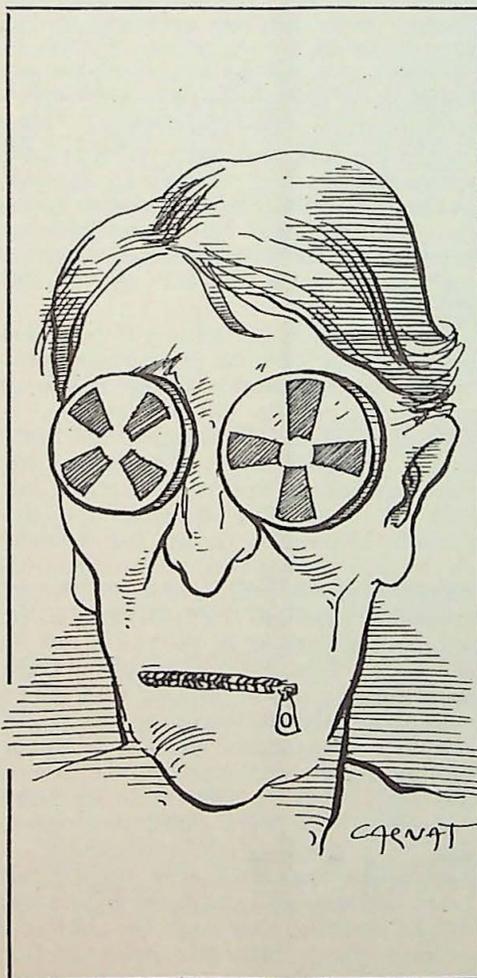
« Un moindre travail pour une plus grande efficacité »

La thèse centrale, c'est que l'informatique « permet et accélère l'avènement d'une société à très haute productivité », qu'« il faudra un moindre travail pour une plus grande efficacité », et que cette évolution « s'accompagnera d'un changement dans la structure des organisations » et d'un « basculement des attitudes à l'égard du travail ».

Entendez par là qu'il faudra sans cesse moins de monde pour procurer à la société la masse des biens et services socialement nécessaires... On aurait aimé, à ce stade, que les rapporteurs s'interrogent sur la signification du chômage aujourd'hui et qu'ils nous

disent un peu clairement s'il s'agit, comme le prétend le gouvernement, d'un phénomène purement conjoncturel, ou s'il faut y voir un produit nécessaire du système capitaliste, comme nous le prétendons.

Glissant sur ce sujet brûlant, ils sont



bien obligés, pourtant, de poser l'alternative à laquelle conduit leur pronostic : « l'activité productive résiduelle sera-t-elle la corvée de l'armée de réserve des sous-prolétaires immigrés et l'apanage de quelques névrosés fabriqués dans les grandes couveuses de la technocratie ; subsistera-t-il une « classe laborieuse » vouée au discrédit des guerriers dans la Chine ancienne ? Le

travail sera-t-il au contraire réparti entre une population plus nombreuse, mais partagée entre une activité principale assurant le statut et les garanties sociales, et de multiples occupations tournées vers une production intérieure aux circuits marchands traditionnels, vers des satisfactions ludiques, ou vers la seule sociabilité ? »

C'est bien là effectivement, l'une des interrogations majeures de la période sur laquelle nous avons été parmi les premiers à insister. La classe dominante en prend aujourd'hui conscience. Mais elle sait bien que la remise en cause de l'actuelle répartition capitaliste du travail, la satisfaction dans un premier temps des 35 heures pour tous et la réduction progressive du travail contraint mettrait rapidement en cause son existence même...

« Croissance couplée »

C'est pourquoi elle explore, grâce à ses têtes chercheuses, de nouvelles voies. En parlant de « croissance couplée », le VII^e plan prévoyait déjà le développement de deux secteurs économiques et sociaux. Aux uns les responsabilités, la productivité, le commandement social, les revenus élevés. Aux autres, grâce à une sage récupération-valorisation de l'écologie, les loisirs, la convivialité, les petits oiseaux, mais aussi (car ils auront pris l'habitude de la frugalité)... les bas salaires.

Dans une telle perspective, il devient non seulement possible mais souhaitable de tolérer le développement d'un secteur hors marché, d'une zone de coopératives en rupture avec les lois dominantes de l'échange, susceptible d'intégrer toute une frange de la population désireuse de « vivre autrement » sans remettre en cause le pouvoir de la classe dominante : c'est dire que l'« expérimentation sociale », dès lors qu'elle autorise à distinguer pratiques des rapports sociaux et lutte politique de classe, a de beaux jours devant elle.

Ne doutons pas que c'est autour de tels schémas que vont maintenant s'organiser les grandes manœuvres de la bourgeoisie, française et étrangère, confrontée à une crise durable et profonde.

Ces élucubrations témoignent à la fois de la profondeur de la crise structurelle de l'économie et de la société capitalistes, et des capacités de récupération dont cette dernière est capable de faire preuve. C'est une raison de plus de maintenir au centre de nos combats et de nos explications la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail et la lutte pour l'abaissement généralisé de la durée du travail. Et d'affirmer qu'il n'y a pas de changement durable des conditions de vie sans lutte politique d'ensemble liant étroitement la remise en cause de l'actuelle division sociale du travail et la construction de l'unité populaire capable d'en imposer une autre.

François DALBERT ■

Les communistes français et le modèle de l'URSS

La question n'est pas de savoir si le PCF peut se transformer de l'intérieur sous la pression des contestataires...

Le conseil national du P.S.U., à Limoges, posait au P.C.F. une question qui est restée sans réponse : « *Comment concilier la revendication de l'autogestion socialiste et la reconnaissance de l'U.R.S.S. comme pays « socialiste », alors qu'une bureaucratie d'Etat y impose une domination sans partage ?* »

Telle est bien la pierre d'achoppement de toute évolution du P.C.F. Le P.C.F. peut prendre ses distances à l'égard des « excès » de la sanglante dictature stalinienne, c'est-à-dire de l'extermination de millions d'hommes et de femmes, parmi lesquels des centaines de milliers de communistes. Il peut marquer sa désapprobation à l'égard de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie ou à l'égard de ce qu'il appelle pudiquement les « violations de la légalité socialiste », les camps de concentration, les asiles psychiatriques, l'absence de toute démocratie et des libertés élémentaires — comme le droit de s'exprimer, de faire grève, de s'organiser ou tout bonnement de se déplacer.

Il peut concéder que ce n'est pas un bon « modèle » du socialisme. Les opposants, comme Ellenstein, poussent même l'audace jusqu'à le dénoncer comme un « anti-modèle » du socialisme. Mais Ellenstein lui-même ajoute aussitôt qu'il ne faut pas « *tomber dans l'antisoviétisme* » ; autrement dit : on peut contester le système soviétique à condition de ne pas remettre en cause son caractère « socialiste ». On peut critiquer tel ou tel aspect de sa société, telle ou telle décision de son appareil dirigeant. On peut jurer qu'on parviendra au socialisme sans dictature (et du même coup liquider la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le pouvoir aux travailleurs). On peut prétendre qu'on construira un socialisme sans limitation des libertés politiques et syndicales, un socialisme « aux couleurs de la France », adapté aux pays avancés d'Europe.

Mais on considère que l'U.R.S.S. est socialiste parce que tout l'appareil économique est aux mains de l'Etat, et l'Etat dirigé par le Parti communiste. Or, telle est bien la définition du socialisme pour le P.C.F. On le voit clairement par son manifeste de Champigny. L'objectif que se donne le P.C.F. n'est donc pas fondamentalement différent de celui des pays de l'Est. Ce qu'il

appelle socialisme n'est en fait rien d'autre qu'un capitalisme d'Etat sous la direction du « Parti des travailleurs ».

Certes, on n'adhère plus au P.C.F. parce qu'on est fasciné par l'U.R.S.S. : seule une minorité nostalgique subit encore cette attraction. Les travailleurs adhèrent au P.C.F. parce que c'est le grand parti ouvrier — une sorte de C.G.T. qui est censée prendre en compte leurs intérêts et leurs aspirations, non seulement sur le lieu de la production, mais sur tous les terrains, notamment sur le terrain municipal et parlementaire. Les intellectuels sont attirés par le grand parti qui leur permet d'inscrire leur action aux côtés de la classe ouvrière, le parti qui se réclame du marxisme et fait contrepoids au réformisme social démocrate. Comme tout parti, le P.C.F. est une réalité complexe.

Bien entendu, il évolue sur bien des points, parce qu'il ne peut pas ignorer les courants profonds de la société et avant tout de la classe ouvrière. Il s'efforce de se démarquer du stalinisme, modifie son orientation sur l'avortement ou sur la hiérarchie, fait sien le mot d'ordre cédétiste des conseils d'ateliers, colore son langage de termes écologistes ou autogestionnaires. Mais sa politique est fixée par l'énorme machine bureaucratique de ses permanents et la direction qui en est issue. Elle est fondamentalement déterminée par son objectif historique.

Dans la *Libération confisquée* (1), j'ai rapporté des textes de Fajon et de Monmousseau qui éclairent sa stratégie. En 1944-47, le « parti de la classe ouvrière » s'est bien placé pour prendre le pouvoir « pacifiquement » — c'est-à-dire pour accaparer progressivement l'appareil d'Etat et les postes-clés de l'économie étatisée. Dès lors, il déclare que la lutte de classe est une notion dépassée, une calomnie anticommuniste des trusts. Les travailleurs doivent renoncer à revendiquer, accroître le rendement et développer la production. Il n'est pas question de changer les rapports de travail ni les valeurs de l'idéologie dominante : c'est la société telle qu'elle est qui sera dirigée par le parti pour le grand bien des masses populaires.

Inversement, en mai 68, constatant que la chute du régime gaulliste ris-

que de déboucher sur la revendication du pouvoir économique et politique par les travailleurs, le P.C.F. n'hésite pas à s'entendre avec le gouvernement pour négocier la fin du mouvement, moyennant de substantielles augmentations de salaires.

La même logique joue pour mars 78. Le P.C.F. avait conclu avec le P.S. un accord de gouvernement. Nous savons bien que c'était un compromis entre deux stratégies différentes, le P.S. visant pour sa part à gérer la société telle qu'elle est. Bien entendu la crise économique accentuait le divorce entre ces deux stratégies, le P.S. comptant sur le P.C.F. pour l'aider à (gérer la crise) imposer aux travailleurs les « sacrifices nécessaires », sans guère lui offrir de contrepartie. Mais nous pensions que le P.C.F. aurait pour objectif prioritaire la défaite de la droite à laquelle depuis des années il subordonnait toutes les luttes ouvrières. C'était une erreur. Quand il a constaté en septembre 77 que l'évolution des rapports de force électoraux rendait inévitable l'hégémonie socialiste, il a considéré qu'une victoire de la gauche dans ces conditions constituait « le danger principal »... et il a agi en conséquence, laissant les mains libres à la droite pour écraser les travailleurs.

Son objectif explique son idéologie nationaliste (clé de voûte du capitalisme d'Etat), sa stratégie « d'union du peuple de France », la priorité qu'il accorde à l'extension des nationalisations. Il permet de comprendre (autrement que par le machiavélisme de ses dirigeants) les mécanismes qu'Althusser a démontés irréfutablement : la manipulation des adhérents par une direction au sommet d'une hiérarchie bureaucratique qui se sélectionne elle-même ; la manipulation de la théorie, dont le seul rôle est de justifier la politique de la direction ; la manipulation des masses populaires, dont le seul rôle est « d'aider » le parti à parvenir à ses fins.

La question n'est pas de savoir si le P.C.F. pourra se transformer sous la pression de ses contestataires de l'intérieur. Elle est de savoir si la société française — et européenne — évoluera vers le capitalisme d'Etat ou vers le socialisme autogestionnaire. Or ce n'est pas une question simple. L'évolution vers une société bureaucratique n'est caractérisée pas que l'U.R.S.S. ou ses satellites. Depuis un demi-siècle, pratiquement toutes les sociétés qui ont rompu avec le capitalisme privé ont connu une évolution similaire. Les autogestionnaires ne peuvent pas s'écarter les yeux devant cette réalité. Ils doivent essayer de la comprendre, d'en analyser les causes et de répondre à la question ; une telle évolution est-elle inéluctable ?

Yvan CRAIPEAU

● Prochain article : le capitalisme bureaucratique d'Etat.

(1) *La libération confisquée*, Paris, Ed. Syros (9, rue Borromée, 75015 Paris), 208 pages, 36,00 F + 3,50 de port.

LES 24 HEURES DU MANS : UNE FETE POPULAIRE ?

Au moment où se déroulait les 24 Heures du Mans, la fédération de la Sarthe du P.S.U. a tenu à dénoncer l'énorme tromperie que constitue une course comme celle-ci :

Au moment où le pouvoir d'achat des Français est en baisse catastrophique, pendant une semaine, les journaux, les radios, les télévisions ont mis en œuvre des moyens considérables pour « grossir » la course des 24 Heures du Mans et créer ainsi une vaste campagne d'aliénation.

En effet, n'est-ce pas tromper les classes défavorisées que de les faire rêver d'un spectacle qui leur coûtera entre 60 F et plus de 240 F d'entrée, sans compter le prix des consommations et les droits d'entrée aux campings entre 80 F et 250 F ?

N'est-ce pas les tromper que de leur laisser croire à un bénéfice éventuel pour la voiture de « Monsieur Tout-le-monde » alors que seules les très grosses cylindrées de plus de 8 millions l'unité pourront bénéficier des éventuels apports techniques de la course ? N'est-ce pas tromper les habitants de la région du Mans que de leur faire miroiter d'éventuelles retombées économiques (pour quelle catégorie ?) quand on connaît le gâchis que la course entraîne par ailleurs ? Par exemple, il serait intéressant de savoir combien coûte à la collectivité les nombreux blessés qui arrivent au centre hospitalier du Mans pendant la période de la course.

N'est-ce pas tromper le public quand, sous couvert de sport et de spectacle, les grandes firmes capitalistes se livrent bataille pour monopoliser le marché des voitures de prestige ? N'est-ce pas enfin la suprême tromperie que de faire croire à une fête populaire quand on sait que seule la grande bourgeoisie en tirera les avantages financiers ?

La fédération de la Sarthe du P.S.U. rappelle donc son opposition à la course dans sa forme actuelle et regrette que toute l'énergie physique et intellectuelle dépensée à l'occasion des 24 Heures en préparation, investissements permanents, déplacements, course ne soit pas utilisée pour des recherches sur de nouveaux carburants, des moteurs plus robustes et plus économiques, la sécurité des véhicules, etc. ■

flash

MICHEL ROCARD : UN DOUBLE MALENTENDU

Libération a publié, le mardi 13 juin, un article de Michel Rocard et précise en chapeau que ce texte « était à l'origine destiné à « Tribune socialiste »... pour son numéro spécial sur mai 68 - mai 78. Un malentendu entre l'ancien secrétaire général du P.S.U. et l'actuelle direction a avivé de vieux ressentiments. Propositions de coupes. Michel Rocard a préféré retirer son texte, et nous l'a adressé pour publication en tribune ».

Le « malentendu » évoqué par Libération est double : Tribune socialiste avait demandé une interview. Après un premier accord de principe, Michel Rocard a demandé, pour des raisons de temps, de fournir un texte. Ce que nous avons accepté. Second malentendu : l'interview (ou le texte) demandé, devait porter sur mai 68 et non pas, comme Libération l'indique, sur « Mai 68 - mai 78 ». Dans ces conditions, nous avons donc fait parvenir à Michel Rocard la lettre suivante :

Cher camarade,

Nous t'avions demandé une interview sur mai 68, pour Tribune socialiste. Pour des raisons de temps que nous comprenons, il ne t'a pas été possible de réaliser cette interview.

Tu nous a fait parvenir un article. Nous apprécions beaucoup ce geste dont nous te remercions. Malheureusement cet article ne correspond pas du tout à l'objet que nous souhaitions donner à l'interview : la façon dont tu as perçu et vécu mai 68 ; c'est ce que nous avons demandé à Krivine, Lambert, Heurgon, etc. Dans ces conditions, tout en le regrettant vivement, il ne nous est pas possible de publier ton article. Il engagerait un débat tout à fait étranger à ce que nous voulions faire dans ce numéro. Il n'est pas impossible que nous songions à organiser un tel débat ultérieurement.

En te remerciant chaleureusement, salutations socialistes.

Jean-Marie DEMALDENT,
Directeur politique de T.S.,
le 2 juin 1978. ■



SAINTE-ANNE : LE DURCISSEMENT

Des militants C.F.D.T. de l'hôpital Sainte-Anne étaient présents à la Fête du P.S.U. dans les stands des entreprises en lutte. Ils ont expliqué à T.S. les raisons de leur grève.

« L'ensemble des travailleurs de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne est en grève depuis le 16 mai sur les revendications suivantes : embauche immédiate de 300 élèves au lieu de 120 prévus ; les 250 F de la « prime Veil » réajustés et réintégrés dans le salaire de base ; remplacement dans tous les services, de toutes les absences, départ en retraite, maladies, disponibilités ; embauche d'une équipe de nettoyage rattachée aux services généraux ; titularisation immédiate de tous les auxiliaires.

Malgré les nombreuses tentatives faites par les grévistes auprès de la direction et du ministère, ils n'avaient obtenu aucune satisfaction à leurs revendications. Au bout de trois semaines de lutte, la décision fut prise, en assemblée générale, de durcir le mouvement afin de ne pas tomber dans le piège du pourrissement. Sur proposition des organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T. et F.O.), les travailleurs décidaient le 6 juin d'occuper les locaux de la direction et de n'en sortir que lorsque cette dernière aurait cédé.

Tandis que les travailleurs occupaient le hall, une délégation de quinze travailleurs (C.G.T., C.F.D.T., F.O., élèves, non-syndiqués) tentait d'imposer la négociation au directeur. Deux heures plus tard, comme à Renault, les flics forçaient les portes de l'hôpital, pénétraient dans la direction et sans sommation matraquaient la délégation. On relevait plusieurs blessés.

La riposte fut immédiate. L'agression policière ne faisait que renforcer notre détermination et celle des travailleurs. Il fut décidé que les distributions d'alimentation et de linge seraient laissées à la responsabilité de l'administration.

Convaincus que la dégradation de leurs conditions de travail et des conditions d'hospitalisation est l'aboutissement d'une politique délibérée de pénurie et de rentabilisation, les travailleurs de l'hôpital veulent étendre leur mouvement à l'ensemble du secteur hospitalier.

Consentants que la lutte des psychiatisés rejoigne le combat des travailleurs de l'hôpital, nous souhaitons prendre en mains le contrôle de notre travail et de ses aboutissements. »

Des militants de convergence autogestionnaire. ■

Renault: La révolte des O.S.

Cléon, Flins : les grèves bouchons des O.S. de chez Renault - aux origines très différentes -, expriment le même ras le bol.

Le 19 mai 78, les ouvriers des presses de l'équipe 2 se mettent en grève pour exiger le retrait d'une sanction infligée à l'un de leurs camarades : un avertissement de deux jours de mise à pied pour retards successifs. Les ouvriers des presses ont des rapports tendus avec l'encadrement depuis quelques mois. La direction a en effet décidé de resserrer la discipline, souvent de manière absurde.

La sanction sert de détonateur. Très vite les ouvriers des presses de l'équipe 2 mettent en avant la revendication qui leur tient à cœur : la classification de P1 pour tous. En mars 1973 la Régie Renault avait déjà été secouée par une longue grève des ouvriers des presses de Billancourt, Flins et Sandouville sur cette même revendication. Cette grève s'était terminée sur une « ouverture » de la Régie Renault : tous ceux qui suivraient un stage de retoucheur et de contrôleur, pourraient accéder au « P1 ».

Or il n'en a rien été. L'espoir de tous de devenir P1 a été brisé. La Régie Renault s'est contentée de ne promouvoir des P1 qu'en fonction du nombre de retoucheurs dont elle a besoin. A Flins, il y a environ 150 P1 et 600 ouvriers spécialisés, pour la plupart immigrés, dans l'atelier des presses. De surcroît, seuls les ouvriers les plus dociles sont choisis pour accéder au P1.

Pour les O.S. presses, une méfiance accrue vis-à-vis de la direction s'est installée. S'ajoute à ces griefs la façon dont a été mis en route, il y a quelques mois, un « chantier » expérimental d'« enrichissement des tâches » sur une ligne de presses. Un nombre non-négligeable de jeunes Français récemment embauchés a été retenu pour cette expérience, tandis que de nombreux immigrés ayant, 8, 10 ans (ou plus) d'ancienneté ont été écartés.

Que recouvre cette revendication du P1 ? Evidemment la volonté d'obtenir une augmentation de salaire (80 F par mois) à travers une évolution professionnelle. Mais elle recèle également une illusion au niveau de l'appréciation du rapport de forces. En

effet les travailleurs d'un atelier se rabattent sur ce type de revendication (passer au niveau supérieur dans l'échelle des classifications), car ils croient que l'entreprise pourra d'autant plus la satisfaire qu'ils ne sont qu'un petit nombre, au regard de tous ceux qui chez Renault la réclament.

Pour sa part, la Régie Renault raisonne tout différemment. Pour elle, il n'est pas question de toucher à une pierre de son édifice de classification ; sinon il s'effondre complètement. Accorder le P1 aux presses, cela entraînerait pour la direction la nécessité de le donner à tous les ouvriers spécialisés. Elle oppose donc un refus opiniâtre. Derrière cet affrontement entre les O.S. presses et la Régie Renault, se trouve posé tout le problème des grèves d'atelier se transformant en grèves bouchon.

Deux logiques

Les ouvriers des presses sont répartis en trois équipes. Deux d'entre elles travaillent de jour en alternance le matin et le soir. La troisième est une équipe de nuit permanente. L'extension n'a été possible que grâce à une prise en charge très volontariste par les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. (débrayages partiels et une semaine de discussion entre délégués et ouvriers).

Très vite le conflit se durcit car deux logiques résolument opposées se font face. D'une part la Régie Renault n'est pas décidée à laisser bloquer le fonctionnement de toute l'usine par quelques centaines d'ouvriers. Pour assurer la production, elle mobilise donc des agents de maîtrise, régleurs, techniciens, cadres qui sont chargés de remplacer les grévistes ou de protéger les briseurs de grève. D'autre part les O.S. presses refusent de voir brisée l'efficacité de leur lutte. Ils sont donc déterminés à empêcher tout fonctionnement de l'atelier. Ces oppositions débouchent inévitablement sur

des affrontements physiques, sans trop de gravité cependant ; parfois des bouteilles ou des boulons volent. A chaque fois, la direction fait constater ce qu'elle appelle « entraves à la liberté du travail » par des huissiers. Puis elle demande aux agents de maîtrise de décrocher.

Le vendredi 26 mai la grève est totale dans les trois équipes. L'atelier ne tourne plus du tout. Cependant l'occupation de l'atelier, le samedi matin, échoue. La direction en profite pour déménager de nombreux outils vers la sous-traitance ou d'autres usines automobiles. Mais elle ne peut déplacer, pour des raisons techniques, l'outil correspondant aux côtés de caisse gauche de la R 18. Cette circonstance particulière va renforcer l'efficacité de la grève car la Régie a absolument besoin de ces côtés de caisse.

Durant toute la semaine suivante la direction essaie de remettre l'atelier en marche. Elle échoue à chaque fois. Tôt ou tard le lock-out devient inévitable. Les affrontements avec la maîtrise solidarisent de plus en plus les grévistes. Ils prennent conscience de leur force et de leur unité. Ils vont réussir l'occupation de l'atelier des presses après l'annonce du lock-out, le vendredi 2 juin.

Mais le dispositif répressif mis en place par Renault se déclenche. Les constats d'huissier servent de base à un référé contre les grévistes. La direction veut profiter des jours de fermeture de l'usine pour faire évacuer l'atelier des presses et y travailler afin de reconstituer ses stocks. Le jugement de référé et une ordonnance sur requête n'exigent pas l'évacuation de l'atelier. Ils autorisent cependant la Régie Renault à faire appel aux forces de l'ordre si la liberté du travail n'est pas respectée. La direction se sert de cette appréciation pour faire évacuer les presses par les C.R.S. le 6 juin.

L'atelier fonctionne deux jours avec des régleurs et agents de maîtrise sous la protection de la police. Mais le jeudi 8 juin, la grève reprend dès la réouverture de l'usine. La direction va alors engager plusieurs dizaines de procédures de licenciement contre des ouvriers des presses, toujours à partir de constats d'huissier. Malgré ces menaces, malgré cette prise d'otages, la grève se poursuit le lundi 12 juin.

L'extension de la lutte à Flins

Les conflits d'atelier, les grèves bouchons, même très majoritaires dans le secteur où elles éclatent, sont pour la plupart voués à l'échec (partiel ou total), si les autres travailleurs ne rejoignent pas leurs camarades dans l'action. L'extension fut tentée à Flins à partir du jeudi 1^{er} juin. Mais elle échouera, les mouvements de grève s'effritant et devenant très faibles le lundi 12 juin. Les premiers jours,

2.000 travailleurs avaient défilé dans l'usine à l'appel des organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. La revendication principale était 300 F de plus pour tous par mois.

Mais la stratégie à adopter n'est pas simple. D'un côté, une grande masse de travailleurs (il y a 20.000 personnes à Renault Flins) reste attentive. Les vacances sont proches. Comment les entraîner ? De l'autre côté, une partie de ceux qui débrayent, optent pour des grèves de durée limitée répétée chaque jour. Enfin, une minorité de quelques centaines, surtout des jeunes Français, est décidée à aller jusqu'au bout. Elle veut bloquer les chaînes, voire occuper l'usine comme à Cléon. Cette minorité désire être efficace tout de suite sans trop se préoccuper des autres travailleurs. Elle estime qu'ils suivront.

Il devient très difficile, dans ces conditions, de créer une dynamique. Les contradictions entre les uns et les autres éclatent à chaque instant. Les compromis intersyndicaux sur les horaires de grève finissent par lasser les travailleurs les plus combattifs.

Vers quel rapport de forces ?

Au moment où nous écrivons, les O.S. presses sont isolés dans l'usine de Flins et menacés par les procédures de licenciement. La désignation d'un médiateur par le tribunal de Versailles, suite à un référé introduit par la C.F.D.T., n'arrange pas la Régie Renault, puisqu'elle a fait immédiatement appel. Cependant la détermination des O.S. presses peut-elle, seule, créer le rapport de forces permettant d'aboutir à un compromis acceptable pour les travailleurs ? Cette question posée par ce conflit, comme par celui de Renault Cléon, éclaire

les problèmes qui se posent aux organisations ouvrières.

La résistance patronale et gouvernementale se transforme très vite en offensive répressive. La volonté de négociations n'existe que dans la mesure où celles-ci se déroulent sur les bases voulues par le C.N.P.F. et le gouvernement (donc éloignées des revendications).

Dans des usines où le syndicalisme est faible (c'est le cas pour Renault Flins et même Renault Cléon) éclatent des mouvements de révolte. Même pris en charge par les organisations syndicales dès le départ, ils ne permettent que difficilement, faute

d'une préparation collective conséquente et suffisante, une jonction entre les minorités combattives et la masse des travailleurs. Cette constatation mérite réflexion.

Dans cet article, pour mieux faire ressortir quelques points fondamentaux, nous avons volontairement passé sous silence les stratégies syndicales qui ont tout de même pesé sur le déroulement du conflit tant à Flins que sur l'ensemble de Renault. Il faut constater qu'elles n'ont pas pu répondre à l'isolement des grévistes. Le voulaient-elles ? Nous y consacrerons un prochain article.

Daniel JUGE ■



Boussac: la mise à mort ?

Depuis début juin et la décision du tribunal de commerce de Paris mettant en règlement judiciaire les sociétés Boussac, les usines vosgiennes de ce groupe sommeillent. La présence de 15 000 manifestants dans les rues d'Epinal le 26 mai 1978 a démontré la volonté de beaucoup de ne pas se laisser faire. Il y a dans les Vosges, à l'heure actuelle, 10 000 chômeurs. La fermeture de Boussac en ajouterait 4 000 environ.

Certes, dès le 6 juin dernier, les salaires du mois, du groupe Boussac, (neuf usines) ont été payés. Mais pas par Boussac, ni par les ASSEDIC : par un fonds de garantie patronal, assurance-garantie-salaire. Cette paye, ajou-

tée aux indemnités de licenciements, donne un répit. Mais juillet risque de voir venir le mauvais coup — la mise à mort : c'est-à-dire la fermeture définitive. Pour l'instant, ceux de l'usine des Grands Sables ont déjà reçu leur congé.

En attendant un plan gouvernemental dont on se doute qu'il se prononcera pour une restructuration sauvage sauvant peu d'emplois, les syndicats préconisent la surveillance des stocks. La C.F.D.T. souhaite une occupation des neuf usines. La C.G.T. s'y oppose et propose des actions d'usine à usine. Mais puisque, comme l'ont scandé des

milliers de Vosgiens : « La bête des Vosges, c'est le capitalisme et le chômage », il devient de plus en plus clair qu'une réaction globale serait nécessaire face à une liquidation globale. Une à une, des centaines d'usines ont fermé et ferment encore dans le textile, mais aussi le bois, la construction, la chimie et la métallurgie. Souvent elles ont été occupées ; certaines le sont encore (Nicolas Laimant, Amos, Conroy, etc.). Mais bien d'autres luttes, isolées n'ont pas abouti. Contre le nouveau mauvais coup qui, après celui de Montefibre à Saint-Nabord, se prépare chez Boussac, toutes les Vosges doivent se mobiliser. ■

SPLI :

1500 emplois liquidés en 24 heures...

En Bretagne, une expérience de décentralisation industrielle qui tourne court. Premières victimes : les femmes.

La Société parisienne de lingerie indémaillable (S.P.L.I.), employait environ 1 500 personnes : 454 à Rennes ; 200 à Châteaugiron ; 370 à Fougères ; 334 à Saint-Brice en Coglès, en Ille-et-Vilaine. De plus, l'atelier de Ploërmel (Morbihan) en compte 74 et le siège central à Paris 130. Une employée de Rennes nous écrit : « On a tout pris en pleine gueule en 24 heures ».

En effet, à peine le dépôt de bilan était-il effectué, le 31 mai dernier, que le jugement de liquidation de biens était prononcé le 2 juin par le tribunal de commerce de Paris.

Pour les salariés, en majorité des femmes, c'est l'angoisse. Dans les trois usines du pays fougérais en particulier, car cette région compte déjà des milliers de chômeurs depuis la fermeture des usines de chaussures où les travailleurs de Réhault continuent à se battre contre leur licenciement.

Les réactions n'ont pas manqué : celles des ouvrières qui à Rennes, le



3 juin, et à Châteaugiron, le 5 juin, décident d'occuper leurs usines ; celles des maires de ces villes qui protestent contre une décision aussi brutale et rencontrent le préfet ; celles de toutes les organisations syndicales qui exigent une solution collective.

La S.P.L.I., qu'est-ce que c'est ? Absorbée il y a un an par la société ETAM, elle a pour clients toutes les grandes centrales d'achat, pour lesquelles elle produit des maillots de bain, de la corseterie, de la lingerie (la marque « Huit », en particulier). Le personnel est essentiellement féminin, payé 1 800 F par mois. Le déficit annoncé serait de l'ordre de 80 millions de francs, mais personne n'en avait été réellement informé, les cadres pas plus que les organisations syndicales. Pourtant avant la liquidation, des solutions de reprise étaient à l'étude. Par ailleurs, comme le déclare le maire de Châteaugiron, où la municipalité a fourni et aménagé les locaux de l'usine, « Les carnets de commandes sont pleins pour un mois ». Il y a peu de temps,

on avait même recours à la sous-traitance.

La désinvolture des patrons pour liquider, le chantage à la perte des allocations chômage si les employées n'acceptent pas leur licenciement, suscitent la colère. Mais en attendant la réunion du comité central d'entreprise du 12 juin, toutes les femmes concernées sont décidées à empêcher les fermetures. Beaucoup d'entre elles sont divorcées ou mères célibataires et n'ont donc pas d'autres ressources. Celles qui occupent s'attendent à une intervention de la police. A Rennes, en particulier, elles surveillent le stock.

Bien que la C.F.D.T. de la région de Fougères se déclare « prête à négocier le maintien des emplois » et se refuse « envoyer les travailleurs dans des actions irréfléchies sans les avoir organisés avant et sans avoir essayé tous les moyens de négociations », nombreuses sont les ouvrières qui se sentent isolées, sans avenir. Quelques-unes envisagent des ventes sauvages de maillots de bain, mais il faudrait faire vite car c'est bientôt les vacances.

La mobilisation est forte cependant. En attendant les résultats des contacts entre les maires et les pouvoirs publics, ainsi que le C.G.E., la C.G.T. de l'usine de Rennes déclare : « Il faut considérer les stocks, les machines, les outils comme la possession collective de tous les ouvriers ».

L'autre mardi, les ouvrières bloquaient l'autoroute Rennes - Saint-Brieuc ; le jeudi suivant, elles manifestaient devant la préfecture de Rennes. Comme elles l'écrivent dans une lettre ouverte au préfet et à la presse : « Nous ne nous laisserons pas faire... Nous refusons d'être traitées une fois de plus comme des colonisées ».

Yves SPARFEL ■

D'autres conflits

• **A la Lainière de Cambrai (groupe Prouvost-Masurel)**, la majorité des 2 800 travailleurs étaient en grève (avec occupation) depuis le 29 mai pour une augmentation de salaire de 300 F pour tous et la cinquième semaine de congés payés. Une occupation où les chefs en avaient pris pour leur grade. Elle s'est terminée le jeudi 8 juin par l'intervention des gardes mobiles. Mais si les négociations entamées lundi dernier à Roubaix n'aboutissent pas, elle risque de reprendre.

• **Lachenal à Douvaine (Haute-Savoie)** : depuis le 22 mai, 90 % des 300 ouvriers de cette usine sont en grève avec occupation des accès de l'usine pour une hausse de salaire de 6 %. Pour la plupart, affiliés à la C.G.T., le plus souvent immigrés, ils réclament aussi une semaine de congés, non payée, pour retourner en vacances dans leur pays d'origine. Ils s'opposent à la sortie des pièces d'aluminium moulées qu'ils fabriquaient.

• **Licenciements dans la région Châteaubriant (Loire-Atlantique)** : à l'usine Atlas d'Issé, usine de plastiques plats (enduction-calendrage), la direction a annoncé 211 licenciements. C'est l'existence même de l'usine

qui est menacée (il y a actuellement 419 travailleurs). A l'usine Huard de Châteaubriant (fabrication de charrues), 51 licenciements annoncés ainsi qu'une réduction d'activités et du chômage partiel. Chez Cahour (bois), 6 ouvriers au chômage pour cause de fermeture. A la Confection bretonne, où les ouvrières ont mené récemment une lutte dure contre l'augmentation des cadences et le salaire au rendement, il serait question de liquidation judiciaire (170 femmes touchées) : le principal actionnaire préférerait faire ses mises, à bon marché, sur certains restes du groupe Bousac qui bat de l'aile... Les travailleurs et leurs organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. organisent la riposte. Des conseils municipaux (Issé, Abbaretz) ont démissionné collectivement. L'enjeu est clair : la région castelbriantaise va-t-elle devenir un désert ? Le Front autogestionnaire de Châteaubriant dénonce cette situation et intervient pour en dénoncer les responsables.

• **Dans la région Rhône-Alpes** : on se bat ! C'est ce qu'affirme l'union régionale C.F.D.T. qui dénombre 59 conflits entre les dernières élections et le 27 mai dernier. Dans 34 entreprises les travailleurs se battent pour la

défense de leur emploi. Parmi elles, il y a Rhône-Poulenc (Vaix, Péage de Roussillon, Moulinage de l'Ardèche), mais aussi des usines PUK de Savoie et du Rhône, les Ateliers roannais de construction textile (machines-outils), la S.F.M., T.S.R., Creusot-Loire, etc. S'y ajoutera probablement Manufacture à Saint-Etienne. Dans dix-huit entreprises, les actions portent principalement sur les salaires (pour les 2 400 F) et également sur les conditions de travail, la répression, la reconnaissance des qualifications (comme les clavistes d'Aigle). Vingt et un conflits ont eu une issue positive. Cette reprise de l'action permet à l'U.F.C.F.D.T. de qualifier la soi-disant ouverture sociale de mascarade et d'avancer ses objectifs revendicatifs.

• **Fromageries Bel** : à l'appel de la C.F.D.T., les travailleurs de cette entreprise à Cléry-le-Petit (55), Vendôme (41), Sablé (72) et Evron (53) sont en grève depuis le 5 juin. 1 700 salariés sur 3 400 mènent l'action pour une amélioration du pouvoir d'achat de 4 % au 1^{er} avril 78, une réduction du temps de travail de deux heures au 1^{er} mai 78, une prime de vacances de 850 F au lieu des 710 actuels. A Vendôme, les producteurs laitiers leur ont manifesté leur solidarité. ■

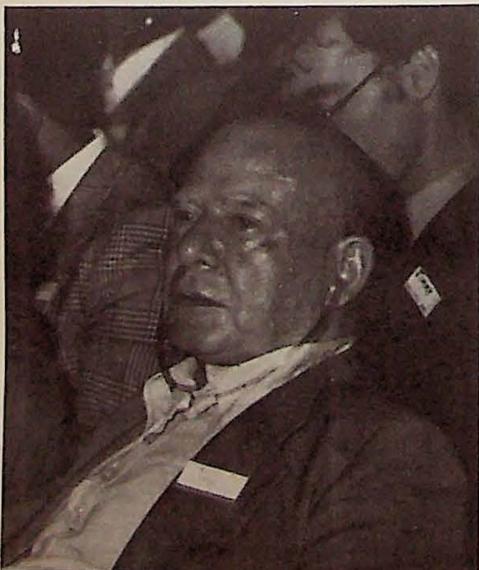
Brême : Le socialisme en Méditerranée

A l' "université rouge" de Brême, scientifiques et hommes politiques ont interrogé l'avenir du socialisme en Méditerranée.

Dans la lignée de la rencontre de Malte de juin 1977, une conférence internationale à laquelle ont participé plus de 200 chercheurs, scientifiques et hommes politiques, s'est tenue, du 3 au 6 juin, à l'université de Brême (Allemagne Fédérale). « *Les perspectives socialistes de développement en Méditerranée et leurs implications internationales* », tel était le thème de cette conférence, organisée à l'initiative du secrétariat permanent des partis et organisations socialistes et progressistes en Méditerranée, du Bureau Allemagne-Afrique-Monde arabe de Bonn et de l'université de Brême.

A l'heure où l'impérialisme — français en particulier — se livre, sur le continent africain, à des aventures militaires dignes de l'ère coloniale, c'est avec une attention soutenue que furent suivis les exposés des représentants des mouvements de libération, et plus spécialement ceux du F. Polissario, de l'O.L.P. et de l'A.N.C. d'Afrique du Sud — la coopération militaire, économique et nucléaire entre Tel Aviv et Pretoria a été, notamment, clairement mise en relief par la déléguée de l'A.N.C. Au nom du Parti Socialiste Unifié, Victor Leduc s'est élevé contre la politique africaine du gouvernement Giscard, qui engage ses légionnaires au Zaïre, intervient au Tchad contre les combattants du FRO-

Victor Leduc, secrétaire national du P.S.U.



LINAT et, au Sahara Occidental, contre le peuple sahraoui.

Les structures impérialistes, telles que la C.E.E., devaient faire l'objet de vigoureuses critiques et dénonciations, tandis que les ambiguïtés du dialogue Nord-Sud étaient soulignées. Edmond Jouve qualifiait, pour sa part, le nouvel ordre économique international (N.O.E.I.) d'« *ordre contesté, contestable et dangereux* ». Un projet d'union économique méditerranéen, qui tienne compte des intérêts nationaux des pays, devait être présenté

par le Dr Dimopoulos, parlementaire grec, membre du PASOK.

Abordant la question des chances que possèdent les mouvements progressistes en Europe de dépasser le capitalisme, le professeur Lelio Basso, de Rome, s'est montré sceptique. Elles sont, a-t-il affirmé, très lointaines, et seule la mise en route d'un long processus révolutionnaire peut conduire à ce dépassement.

Jalon sur la voie de l'organisation commune des forces progressistes des pays méditerranéens, la conférence de Brême a pris la décision de créer un comité permanent assurant la liaison entre ces forces et les partis et mouvements progressistes européens. A Malte, en février 79, se tiendra une nouvelle conférence, après le retrait des bases britanniques de l'île.

L'offre faite, au nom de la Jamahiriya, par le secrétaire général de la conférence, M. Ahmed Shahati, de créer une chaire d'études sur le tiers-monde à l'Université de Brême a, par ailleurs, été accueillie avec enthousiasme. Ilôt de liberté dans l'Allemagne de Schmidt, l'« Université Rouge » a, pendant ces quatre jours, été porteuse d'espoir.

Gisèle REBOUL ■

Le K.G.B. était sur les lieux

« **Vous n'avez pas honte** » disait un tract distribué jeudi 8 juin devant la salle Pleyel où se tenait une soirée officielle et culturelle France-U.R.S.S.

Nous avons honte en effet. Car pour la deuxième fois ce mois de juin, dans ce Paris qui se passionna pour la cause de Leonid Pliouchtch et contribua à l'arracher à l'asile psychiatrique la police française est intervenue pour dénier aux exilés soviétiques le même droit d'expression et de manifestation qu'ils défendaient il y a peu de temps encore, au péril de leur vie dans leur propre pays.

La première fois, c'était à l'occasion du procès de Iouri Orlov. Un groupe de manifestants fut dispersé brutalement aux abords de l'ambassade soviétique où ils venaient réclamer justice pour leur camarade.

La semaine suivante un autre se voyait arracher les portraits d'Orlov et Podrabinek — auteur d'un ouvrage clandestin sur les hôpitaux psychiatriques spéciaux en U.R.S.S. Douze manifestants parmi lesquels Leonid Pliouchtch, sa femme Tania et leur plus jeune fils âgé de 10 ans furent malmenés et gardés plusieurs heures pour « vérification » d'identité. Un groupe, venu de l'ambassade soviétique, dans lequel les manifestants pensent avoir identifié des membres du K.G.B., regardait et commentait tranquillement les événements.

Le ministre de l'Intérieur nous donne en vérité une excellente démonstration de logique politique. Désormais l'on distribue également les coups. Ceux qui luttent pour la solidarité avec les victimes de la répression en Argentine voient leur manifestation interdite. Ceux de l'Est se la font interdire de fait. Le rapprochement s'impose avec tant de force que c'en est à croire que c'est la police elle-même qui entend souligner aux yeux de tous la collusion, l'identité de toutes les répressions.

Elle va aussi à la rencontre au K.P.D., le Parti communiste pro-soviétique d'Allemagne occidentale, qui interdisait récemment à ses membres de porter témoignage contre l'interdiction professionnelle qui les frappe devant le Tribunal Russell à Francfort car il craignait, bien sûr, que ne soit évoquée la situation dans l'autre Allemagne, en RDA.

Un meeting à Paris le rappelait le 31 mai dernier. Depuis 1976 dans ce pays, les arrestations se sont multipliées. Des artistes, des écrivains, des musiciens ont été expulsés. Le militant communiste Rudolph Baroh, auteur d'un ouvrage d'une grande importance théorique (*L'Alternative : contribution à la critique du « socialisme réel »*), où il dénonce l'emprise de la bureaucratie dans son pays, a été arrêté. On lui prépare un procès pour espionnage.

Il est devenu aujourd'hui impossible de condamner la répression de ce côté-ci sans évoquer l'autre. Nous faudra-t-il féliciter la police parisienne de nous l'avoir si brutalement souligné ? Sa propagande, nous n'en doutons pas, s'avérera des plus efficaces. Aux dépens de ceux qui déjà ont le plus cruellement souffert.

Jeanne BRUNSCHWIG ■

La Fédération Générale de l'Agriculture CFDT :

Pour les droits des salariés agricoles

La place de la FGA dans l'agriculture, celle du salariat agricole. L'emploi, les conditions de travail, les luttes, les alliances de classe... Sur toutes ces questions, Claude Guérin et Roland Pithon, permanents, font le point avec Tribune socialiste.

Tribune Socialiste : Il existe plusieurs catégories dans le salariat agricole : salariés d'exploitation, de coopérative ou d'autres organismes professionnels, et les salariés du para-agricole public ou privé. Quelle est l'évolution de ces catégories et quelle est la représentativité de la F.G.A. ?

F.G.A. : Il y a environ 800 000 salariés en agriculture. 400 000 sont dans la production agricole ; 120 000 sont dans les coopératives, et le reste est constitué par les salariés de la Mutualité sociale, de la Mutualité 1900, du Crédit agricole et des Chambres d'agriculture. Il faut y ajouter les fonctionnaires de l'Agriculture.

Schématiquement, les salariés de l'agriculture traditionnelle constituent un tiers des syndiqués. Les coopératives agricoles amènent un peu plus d'un autre tiers. Le reste — à peine un tiers — se trouve dans les différents services. Globalement, le meilleur taux de syndicalisation se situe dans les coopératives agricoles.

T.S. : Quels sont les effectifs de la F.G.A.-C.F.D.T. ?

F.G.A. : La C.F.D.T. estime avoir 60 % des syndiqués de l'agriculture... tout en notant que l'on est dans un secteur à faible taux de syndicalisation (20 % seulement des travailleurs). Cela doit faire environ 90 000 adhérents à la F.G.A.

Globalement, les salariés de la production sont en diminution constante : 800 000, il y a 15 ans. 400 000 aujourd'hui. La chute est de 5 à 6 % l'an depuis 10 ans.

Le faible taux de syndicalisation tient surtout à la dispersion des salariés en agriculture traditionnelle et donc à la difficulté de les organiser ; ils logent chez l'exploitant, ne sont pas libres tôt le soir. Même si un nombre de plus en plus important loge « au village », les données ne sont pas substantiellement changées.

En outre, le salarié est isolé (seul sur une exploitation le plus souvent) et n'a pas beaucoup de contact avec les autres. Enfin, le droit syndical est inexistant en agriculture. La protection est nulle et l'appréhension très grande...

T.S. : La F.G.A. n'entretient-elle pas le particularisme de l'agriculture ? Les salariés du Crédit agricole pourraient rejoindre la banque. Ceux de la Mutualité ont des problèmes similaires aux travailleurs de la Sécurité sociale, etc. Et, à l'inverse, les salariés des industries agro-alimentaires (I.A.A.) privées n'appartiennent pas à la F.G.A.

F.G.A. : Ce n'est pas entretenir le particularisme de l'agriculture que de vouloir se battre ensemble (salariés d'exploitation, de coopérative, de M.S.A., du Crédit) car... le patronat est le même, il leur est commun ! En outre, ils ont tous affaire au ministère de l'Agriculture, lequel est l'instrument d'une législation spéciale, d'un recours particulier pour le patronat agricole.

Par ailleurs, on ne croit pas que le fait « d'accomplir les mêmes gestes » — au Crédit agricole, ou dans une autre banque par exemple — entretient ou provoque une solidarité vraie. A l'inverse, l'évolution des rapports sociaux, les conditions de travail sont à poser au même patronat que celui des travailleurs de coopératives ou d'exploitations agricoles.

C'est plutôt un moyen de créer un rapport de force pour sortir tous ensemble de ce particularisme. Il faut « peser » de l'intérieur sur ce particularisme.

T.S. : Ne peut-il y avoir lutte commune sans être à la même fédération ? La C.G.T., qui a une autre structure, le montre bien.

F.G.A. : Il faut raisonner en terme de service à la société. On considère que notre secteur, l'agriculture au sens large, remplit une fonction économique précise : alimenter la population. Toutes ces activités contribuent à une fonction unique.

Il est vrai qu'il manque un élément dans la recherche d'une solidarité globale : c'est l'industrie alimentaire privée. Il est sûr qu'il serait plus efficace de regrouper ces salariés dans une même fédération au sein de la C.F.D.T. Des discussions ont lieu dans ce sens.

Par ailleurs, il ne suffit pas de dire, comme dans notre plate-forme : « pour

transformer les rapports sociaux et les structures économiques, changeons les coopératives en complexe agro-alimentaire ». Il faudrait pouvoir dire, aussi : que fait-on des industries privées ?

T.S. : L'agriculture est l'un des secteurs les plus exploités. Pouvez-vous nous donner une idée de la condition des salariés agricoles ?

F.G.A. : Une préoccupation dominante des salariés de l'agriculture a été de rechercher l'égalité sociale. Ils avaient un salaire minimum particulier, une couverture sociale douteuse, rien contre le chômage, etc. En 1919, les grandes revendications étaient déjà : équivalence entre les salariés de l'agriculture et de l'industrie, et la journée de huit heures. Aujourd'hui, la situation s'est améliorée, bien que la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), aidée par le gouvernement, mène sur ces points une bataille d'arrière-garde.

Il reste cependant des conditions épouvantables. Il faut malgré tout les relativiser. Elles sont le fait d'un « patronat de combat », d'une insuffisance trop grande de l'Inspection du travail et d'une volonté politique : en maintenant une direction des affaires sociales au ministère de l'Agriculture, le pouvoir s'est donné les moyens de « moduler » la législation sociale. Et les patrons agricoles le savent !

Restent des cas flagrants. Ainsi chez ce viticulteur de l'Hérault : tout salarié qui demande l'application de la convention collective est suspect d'appartenir à une organisation syndicale. Il y aura des « tracasseries » jusqu'à ce que ces salariés partent ; il s'agit d'une exploitation où on trouve 80 % d'immigrés logés par l'exploitant. Dans la forêt, une majorité de salariés travaille à la tâche, donc sans garantie d'emploi. On trouve encore des salariés logés dans les écuries !... Bien sûr, c'est de plus en plus rare. Malgré tout, une grosse partie du patronat agricole ne respecte pas les conventions collectives.

T.S. : Beaucoup de salariés sont isolés ; comme ailleurs, beaucoup ne connaissent pas, ou mal, la législation. Quelle est votre stratégie ? Quel bilan tirez-vous de votre action ?

F.G.A. : Sur la législation du travail, nous sommes affrontés à la fois au respect de celle qui existe et à son évolution pour que soit appliquée celle contenue dans le Code de Travail. Pour notre stratégie, prenons l'exemple de la durée du travail.

Nous ne voulions pas d'une loi spécifique à l'agriculture. Nous avons donc cherché à négocier avec la F.N.S.E.A. et ses fédérations départementales de clauses conventionnelles. L'objectif était d'arriver aux mêmes conditions que celles contenues dans la loi du com-

merce et de l'industrie sur ce sujet, pour ensuite généraliser ces acquis par l'extension de la loi existante à l'agriculture.

Arrive une proposition de loi spécifique à l'agriculture... on a accéléré les négociations. La fédération C.G.T. n'en a pas fait autant, nous l'avons bien regretté. Ils avaient plutôt tendance à privilégier le texte de loi. Finalement, il est sorti une loi qui « pouvait être acceptable »... Hélas, un certain nombre de décrets sont venus la dénaturer. La politique de la F.G.A. consiste, dès lors, à introduire dans les conventions collectives la référence à la loi mais... pas à ses décrets ! La durée de 40 heures, la majoration des heures supplémentaires seulement.

L'autre manière d'intervenir consiste à faire appliquer les textes conventionnels légaux existant et, à partir de là, multiplier et amplifier les conflits individuels ou collectifs pour informer les travailleurs inorganisés et faire connaître les résultats de l'action du syndicat.

Cela se traduit parfois par l'intervention de l'Inspection des lois sociales en agriculture. Enfin, reste le tribunal. Il nous est difficile d'en faire un bilan, car on n'a encore pas beaucoup de résultats. Par contre, les conflits individuels se terminant au tribunal sont en nette augmentation. Exemple : quatre-vingts dossiers au tribunal dans la Vienne en 1977, uniquement pour les ouvriers de la production agricole.

L'aspect application de la législation et convention a une place importante dans l'agriculture traditionnelle ; ceci dit des grèves importantes se déroulent dans ce secteur à l'initiative de syndicats F.G.A. - C.F.D.T. Assez récemment : dans l'horticulture, les pépinières, entreprise de travaux agricoles. Les manifestations réunissent 100, 300 et même 1 000 salariés de la production agricole (1^{er} mai 75 en Charente, horticulture Angers...).

T.S. : Giscard a annoncé l'étude d'une nouvelle loi-cadre en agriculture. La F.G.A. se servira-t-elle de ce temps fort ?

F.G.A. : Ah ! oui. On compte bien se servir à fond de ce discours gouvernemental pour mettre le pouvoir devant ses responsabilités et faire que les salariés de l'agriculture ne soient pas

oubliés. Il faut obliger en quelque sorte le gouvernement et le patronat à s'engager concrètement sur la revalorisation des conditions du travailleur de l'agriculture qu'il soit manuel ou O.S. de bureau.

Concrètement, nous avons un certain nombre de revendications qui touchent à la garantie de l'emploi, aux qualifications, à la garantie de rémunération, au chômage, aux intempéries, au droit syndical, au renforcement du contrôle de l'application des lois sociales, etc. Nous allons demander au ministre comment il compte les intégrer dans sa loi-cadre et les initiatives qu'il va prendre en direction du patronat.

Ceci dit, tout ne peut être réglé par la voie législative. Nous pensons seulement que le ministre pourrait s'engager d'une façon très précise sur les seuils qui font qu'en agriculture de nombreuses lois ne s'appliquent pas, ou de façon limitée. Exemple : la durée maximale du travail, la section syndicale d'entreprise...

T.S. : Vous avez tiré la sonnette d'alarme devant d'éventuels licenciements dans les coopératives à cause de la sécheresse de 1976. Comment voyez-vous aujourd'hui la situation dans ce secteur ?

F.G.A. : Ce n'est pas la sécheresse qui a entraîné une réduction de l'emploi dans les coopératives. Elle a servi de prétexte !

Le problème de l'emploi en coopératives vient de la volonté de restructurer ces appareils économiques pour un plus grand profit. C'est la volonté d'introduire plus de technologie et de concentrer les installations, qui pose un problème pour l'emploi. A cela, il faut ajouter le discours de Barre. Il est clair que la volonté de restructurer l'agro-alimentaire s'intensifie. Nous nous attendons donc à des problèmes d'emploi. Cela est vrai surtout dans les zones de forte densité de coopératives telle Poitou-Charentes. On voit déjà les signes avant-coureurs de cette restructuration.

Les conflits qui se développent dans les coopératives ont de plus en plus pour origine les phénomènes et conséquences de restructuration : emploi, conditions de travail, limitation des salaires. C'est le cas dans de nombreuses coopératives de l'Ouest, le Pas-de-

Calais... Dans les organismes de service, en particulier au Crédit Agricole, ce sont les multiples initiatives patronales visant à intégrer le personnel (formation, système de rémunération...) qui sont à l'origine de nombreux conflits.

T.S. : Le pacte « syndicalisme ouvrier et paysan d'abord » : Il y a eu le Joint Français et la grève du lait. Y a-t-il d'autres exemples récents ? A l'inverse, il a existé des cas où les paysans se sont affrontés à des ouvriers...

F.G.A. : Notre préoccupation, c'est d'établir une action convergente avec toutes les forces qui contestent et s'opposent au développement capitaliste en agriculture. On reconnaît que les salariés ne sont pas seuls en agriculture à subir l'exploitation, l'aliénation. Donc, il existe des exploitants qui sont en situation de classe.

La F.G.A. agit, avec d'autres, à partir de situations concrètes. La solidarité était facile au Joint Français : il s'agissait d'ouvriers de l'industrie non agro-alimentaire qui se battaient pour le maintien de l'emploi dans la région ; de toute évidence, les intérêts d'agriculteurs n'étaient pas percutés. Au niveau de l'agriculture, les solidarités sont plus difficiles ! Le système développe à plaisir les oppositions d'intérêt. Malgré tout, il y a eu des cas de solidarité vraie en agriculture : à la S.I.C.A.-S.A.V.A. (Vendée) et bien d'autres. Cela se fait en général avec des paysans qui se réclament des « paysans-travailleurs » ou du M.O.D.E.F. (Mouvement d'Organisation et de Défense des Exploitations Familiales) proche du P.C.

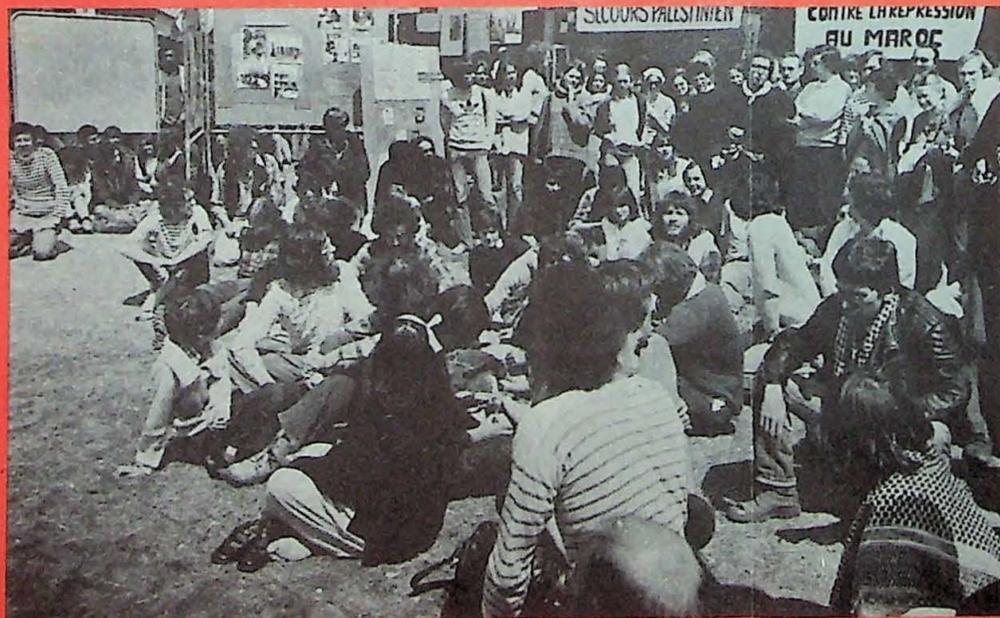
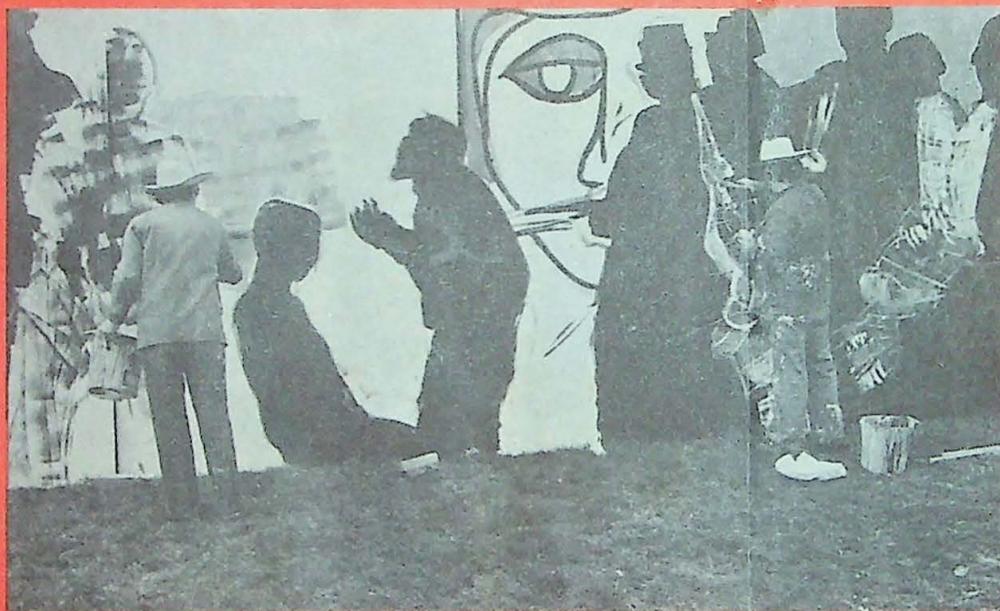
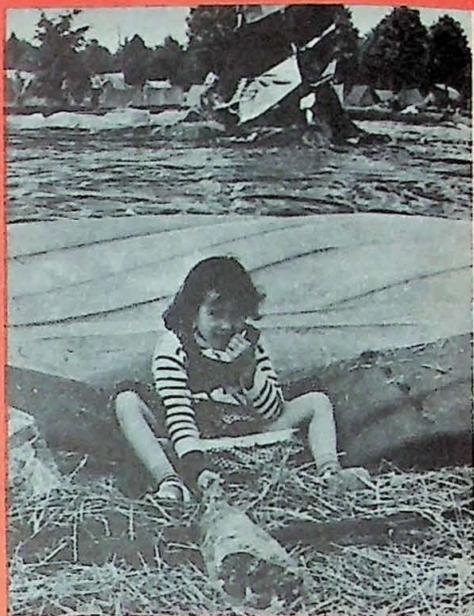
Reste l'autre aspect. Celui des oppositions. Elles sont effectivement très grandes. On l'a vu à U.N.I.C.O.P.A. (Finistère). Les paysans sont venus vider les grévistes pour permettre aux installations de tourner.

L'idéologie mutualiste et coopérative leur avait été inculquée à un tel point que la majorité d'entre eux se croyaient responsables dans la marche de la coopérative sans en avoir les moyens et les données...

Propos recueillis par Dominique TERRIEN ■

● L'intégralité de l'entretien vient d'être publié dans **Germinal**. Commandes à adresser : 9, rue Borromée, 75015 Paris.





F...comme Fête

80 000 personnes ? 100 000 ? Plus ? Moins ? Difficile à dire, au juste. Personne à vrai dire ne s'en souciait. L'essentiel, comme toujours à la fête du P.S.U., est qu'on s'y sente bien. Comme toujours aussi, la fête a tenu ses promesses. Cela tenait de la kermesse, de la fête champêtre, du buffet campagnard (merci pour le pâté de Provence, le pineau de Charentes, les saucisses de Toulouse, les « chèvres » d'ail-leus...), du forum permanent, de la sieste et de la ronde. En baskets, en espadrilles, en jeans, en bleu de chauffe ou à poil (très peu, très peu cette année) tout le monde vous le dira : la fête du P.S.U. ne ressemble à aucune autre. La chanson avait, le week-end dernier à La Courneuve, sa part de rêve, la musique sa part de rythme (merci les Latinos), l'humour sa part de grincement. D'ailleurs, si Bedos a fait un « tabac », dimanche après-midi, c'est que tout simplement, en plus du talent qu'il a, il s'est acquis la réputation d'en avoir chaque jour davantage.

Quant aux débats proprement politiques — mais qu'est-ce qui n'était pas politique dans cette diable de fête ! — en dépit de quelques défections *, leurs thèmes indiquaient suffisamment les préoccupations constantes du P.S.U. : problèmes de l'unité, interventions de l'impérialisme français en Afrique, etc. ■

* Sont venus ou ont envoyé un message : la C.G.T., le C.N.A.F.A.L., la C.S.C.V., la C.S.F., la Fédération des élus autogestionnaires, les G.A.M., la J.O.C., la J.O.C.F., la Ligue des droits de l'homme, la Ligue française de l'enseignement, le Parti socialiste. Ne sont pas venus à la fête : la C.F.D.T. et le P.C.F.